



## Décision individuelle N° 2022-170

**Pétitionnaire :** EDF - Pôle Énergies renouvelables

**Adresse :** 21 avenue Simone Veil 06200 NICE

**Nature de la demande :** travaux en cœur de parc national (nécessaires à une activité autorisée)

**Intitulé du projet :** Finalisation de la réfection de la prise d'eau hydroélectrique aval

**Localisation :** vallon de Mollières, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18, R.331-64 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7, 14 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 4, 5, 6, 13, 14, 18, 27 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2012 délimitant les parties de cours d'eau susceptibles d'accueillir des frayères ou des zones de croissance et de l'alimentation de la faune piscicole,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

**Vu** les décisions n°2021-90 du 23 avril 2021, n°2021-98 du 11 mai 2021 et n°2021-146 autorisant EDF à faire procéder à des travaux de construction d'une piste d'accès alternative dans le vallon de Mollières et à des travaux de désengrèvement de la prise d'eau exploitée sous le régime de la concession (phase 1),

**Vu** la décision n°2021-321 du 10 septembre 2021 autorisant EDF à poursuivre les travaux de désengrèvement de la prise d'eau et faire procéder à des aménagements complémentaires en vue de réparations ultérieures du génie civil et des organes mécaniques de l'ouvrage (phase 2),

**Vu** l'avis conforme n°2022-100 du 06 avril 2022 valant autorisation de travaux en cœur de parc national, dans le cadre du permis de construire n°PC 006 129 22 P0001 portant sur la construction d'un nouveau local de contrôle des commandes de la prise d'eau,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 04 mai 2022,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 par EDF, représenté par Monsieur BEC Nicolas – directeur adjoint GEH Azur Ecrins, ainsi que les modificatifs et compléments transmis le 11 avril 2022,

**Considérant** que la demande porte sur la poursuite des travaux de réfection de la prise d'eau de Mollières, incluant des installations de chantier, des reprises de la piste d'accès à l'ouvrage, des protections de rives en enrochements, des reprises de génie civil, des réparations-remplacements d'organes mécaniques et une création d'accès piéton à la conduite forcée en rive gauche,

**Considérant** que ces travaux sont destinés à remettre définitivement l'ouvrage de prélèvement en fonctionnement dans une configuration et selon des modalités identiques à celles qui pré-existaient avant la crue générée par la tempête Alex,

**Considérant** que cette prise d'eau, attribuée à EDF sous le régime de la concession figure parmi les ouvrages dont l'exploitation est autorisée en cœur de Parc national au titre de l'article 14 du décret n°2009-486 et de l'annexe 5 de la charte,

**Considérant** que pour être compatibles avec la modalité d'application de la réglementation correspondante, ces travaux doivent permettre in fine de réduire les impacts de ces activités,

**Considérant** que malgré le caractère lotique du torrent de Mollières, la récurrence possible d'épisodes météorologiques comme la tempête Alex et le fort charriage sédimentaire qu'ils sont susceptibles de générer, les solutions de reconstruction alternatives plus adaptées et respectueuses de vis-à-vis de ces caractéristiques n'ont pas été envisagées,

**Considérant** l'identification du torrent de Mollières à l'arrêté préfectoral « frayères » sus-visé, pris au titre des dispositions relatives aux espèces protégées et à leurs habitats,

**Considérant** la reconnaissance du torrent de Mollières en tant que « réservoir biologique » au titre du SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027, notamment au regard de l'intérêt patrimonial des peuplements aquatiques qu'il héberge même après la tempête Alex et de sa capacité à venir en soutien de ceux de la Tinée, rivière également classée « réservoir biologique »,

**Considérant** les avis de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de la Fédération de pêche des Alpes-Maritimes, respectivement datés du 27 avril 2022 et du 28 avril 2022, formulant expressément la nécessité d'intégrer le relèvement du débit réservé et la mise en œuvre de dispositifs en faveur de la continuité piscicole dans les travaux de remise en fonctionnement de la prise d'eau,

**Considérant** que le dossier technique accompagnant la demande n'apporte pas les garanties attendues en la matière malgré l'objectif de reprise des prélèvements et du fonctionnement normal de l'ouvrage au terme de ce chantier,

**Considérant** également que la programmation de travaux inclut des interventions supplémentaires sur et aux abords du lit mouillé autant à l'aval qu'à l'amont de l'ouvrage – affouillements, dérivations, enrochements, variations des débits...-,

**Considérant** en conséquence les risques d'impacts sur le profil du cours d'eau et sur la population de truite fario du vallon de Mollières, tant au niveau des individus que des habitats favorables à la reproduction potentiellement présents dans la zone d'influence des travaux,

**Considérant** la nécessité de pouvoir évaluer les capacités de régénération des habitats et des peuplements aquatiques en tenant compte du cumul d'impacts possible des différentes phases de travaux en contexte post-crue,

**Considérant** parallèlement le chevauchement de ce chantier avec la programmation de travaux visant à reconstruire définitivement la piste communale de Peyre-Blanque, induisant de fait l'obsolescence de tous les aménagements d'accès alternatifs réalisés au cours de l'année 2021 incluant également l'ensemble des « plates-formes » aménagées exclusivement pour les besoins du chantier et situées dans l'espace de bon fonctionnement du cours d'eau,

**Considérant** donc la nécessité d'encadrer les travaux et de prescrire des réalisations complémentaires pour garantir a minima la compatibilité de l'ouvrage avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

EDF – Pôle Energies Renouvelables, représenté par Monsieur BEC Nicolas, directeur adjoint du GEH Azur-Ecrins, est autorisé à réaliser des travaux dans le cœur du parc national au niveau du vallon de Mollières, sur la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

Ces travaux ont pour objectif la remise en fonctionnement « à l'identique » de la prise d'eau concédée.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'organisation, au suivi et à la tenue générale du chantier

2.1. Le bénéficiaire est tenu d'organiser une réunion hebdomadaire de suivi de chantier, à laquelle le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour devra être convié.

Les dates de ces réunions devront impérativement être communiquées 4 jours ouvrés avant le déroulement de celles-ci.

2.2. Toute intervention imprévue, tout nouvel aménagement même provisoire, changement de localisation ou coupe d'arbres non prévus au dossier de demande devra être précisé dans le compte-rendu de ces réunions hebdomadaires. Leur réalisation effective ne sera possible qu'avec l'accord préalable du représentant du service territorialement concerné du Parc national. Cet accord sera formalisé par simple retour de courrier électronique et pourra être accompagné de prescriptions complémentaires de mise en œuvre, à charge du bénéficiaire.

2.3. Toute délimitation et tout balisage nécessaires aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, rubalise, filets ou grilles de chantier.

L'usage de la peinture est proscrit même au niveau de la fosse de nettoyage des engins nécessaires aux bétons.

Tous les dispositifs de délimitation et de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.4. La présente vaut autorisation de circuler et de stationner sur la piste provisoire d'accès au chantier et sur l'emprise du chantier, au bénéfice des engins de travaux publics nécessaires aux travaux.

2.5. La présente ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner sur la piste provisoire d'accès au chantier et sur l'emprise du chantier, au bénéfice des véhicules légers de transport des personnels.

En cas de besoin, le bénéficiaire et ses prestataires solliciteront le service territorial concernés en préalable à leur arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

- Prescriptions relatives aux interventions sur la végétation

2.6. Les systèmes racinaires des éventuels arbres présents dans les périmètres d'interventions (décaissements, remblaiements, enrochements) devront être protégés par une mise en défens au sol, sur un périmètre équivalent à la taille du houppier.

En cas d'incompatibilité des travaux avec ces périmètres de mis en défens, la transplantation des plus gros diamètres et l'abattage des plus petits diamètres sont autorisés, sous la direction de l'écologue en charge du suivi de chantier et d'un représentant du Parc national.

2.7. Les produits d'élagage et de coupe d'arbres seront laissés sur place, billonnés ou laissés dans leur plus grande de longueur et mis en tas au pied d'obstacles naturellement présents sur place (rocher, souches ou troncs).

2.8. Le broyage sur place ainsi que le brûlage des rémanents de coupe (branches et troncs) sont interdits.

- Prescriptions relatives à la gestion des déchets et aux risques de pollution

2.9. Les déchets contenus dans les matériaux alluvionnaires déposés par la crue seront collectés et triés au fur et à mesure des terrassements.

Seuls les déchets inertes (type fragments de béton), bois et éléments métalliques encombrants pourront être provisoirement stockés sur site jusqu'à la prestation de nettoyage complet du site en fin de chantier.

Les autres déchets de construction, notamment les gaines et débris de câbles, devront être évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.10. Les eaux usées générées par la base vie seront intégralement collectées dans des containers étanches et systématiquement évacuées au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

2.11. Les matériaux nécessaires aux travaux seront autant que nécessaire, stockés à l'abri des intempéries et protégé des dispersions accidentelles par les éléments naturels, la faune sauvage ou les éventuels autres usagers des lieux.

2.12. Les cuves de carburant sont toutes munies de double paroi et d'un dispositif de sécurité empêchant tout siphonnage en période chômée.

2.13. Le ravitaillement des engins en carburant sera réalisé sur une aire dédiée, située le plus éloignée possible du cours d'eau et protégée par un revêtement étanche.

Ce revêtement sera retiré en fin de chantier.

2.14. Le groupe électrogène sera équipé d'un dispositif d'insonorisation et sera installé sur un bac de rétention.

Les engins et parties d'engins équipées d'un système hydraulique seront systématiquement stationnés ou déposées sur des bâches lorsqu'ils sont à l'arrêt ou qu'elles ne sont pas utilisées, même en cours de journée.

2.15. Des kits de gestion des pollutions seront présents dans chaque engin de chantier.

2.16. En cas de pollution accidentelle, l'engin concerné ne devra jamais être laissé sur site sans présence physique à proximité immédiate et renforts de dispositifs absorbants ou de collecte jusqu'à ce que l'origine de la pollution soit réparée.

2.17. Les travaux de maçonnerie ou génie civil seront réalisés de telle sorte que les risques de ruissellement et projections soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés dans des contenants étanches ;
- protections disposées au sol lors des transfert de contenants et de la pose, destinées à recueillir les projections ou surplus ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des engins et outils dans un dispositif permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.18. Les big-bags éventrés lors des destructurations de merlons de dérivation seront collectés et évacués, seuls pourront rester sur site les matériaux alluvionnaires de remplissage.

2.19. Tous les déchets de la vie courante du chantier, y compris déchets biodégradables, emballages des consommables, surplus et résidus de décantation des mortiers ou bétons, seront intégralement collectés et provisoirement stockés dans des conditions empêchant toute dispersion ou lessivage par les éléments naturels, la faune sauvage ou les éventuels autres usagers. Ils seront systématiquement évacués au dernier jour ouvrable de chaque semaine travaillée.

Tout brûlage est interdit.

- Prescriptions relatives aux mesures de réduction d'impact des travaux

2.20. Les périmètres des espaces de stationnement (engins) et de stockage provisoire des matériaux, y compris ceux issus du dégagement de l'ouvrage, seront délimités sur site jusqu'à finalisation des interventions.

2.22. Dès lorsqu'elles sont chargées, les eaux d'infiltration ou de résurgence seront collectées et décantées à l'aide d'autant de puisards que nécessaire.

Ces puisards temporaires seront aménagés dans les matériaux alluvionnaires du lit majeur à l'exclusion de toute autre localisation.

Les eaux claires pourront être restituées dans le torrent ; en cas de dépassement de la capacité de décantation, les eaux chargées seront pompées vers la conduite souterraine.

L'ensemble des puisards devra être rebouché avec une granulométrie variée en fin de chantier.

2.23. Un suivi des taux de MES et d'O<sub>2</sub> dissous devra être réalisé tout au long des travaux, selon la méthodologie décrite en annexe 1 de la présente, qui a valeur de prescription.

2.24. Les dérivations du lit mouillé devront être prévues et réalisées selon les conditions listées en annexe 2 de la présente, qui ont valeur de prescriptions.

- Prescriptions relatives aux enrochements

2.25. Les protections ou renforcements en enrochements seront exclusivement constituées des matériaux alluvionnaires mobilisés par les travaux de désengrèvement de la prise d'eau et de ses abords à condition de ne pas prélever de blocs en lit mouillé et de varier les calibres utilisés.

2.26. L'enrochement de protection de la plate-forme d'accès à la prise d'eau, en rive droite, sera réalisé :

- dans l'alignement du génie civil du déversoir d'orage et sa longueur à l'aval de l'ouvrage ne devra pas excéder les limites foncières de la concession – parcelles 32, 573 et 574 section E ;
- depuis les espaces terrestres situés en rive droite et strictement sur un espace à sec du lit majeur ;
- liaisonné en cas d'impératif de sécurité, à condition que les maçonneries visibles restent discrètes (remplissage au cailloutis et joints fins) et soient façonnées en creux.

- prescriptions relatives à la gestion des matériaux alluvionnaires issus du désengrèvement

2.27. Les matériaux alluvionnaires (tous calibres) issus des différentes phases de désengrèvement et excédentaires en fin de chantier seront étalés en « zone 1 », sans tassement ni déversement direct en lit mouillé.

- Prescriptions relatives à la remise en état de l'emprise du chantier et des secteurs impactés par la piste provisoire

2.28. Avant repli des engins, les plates-formes suivantes seront décompactées :

- emplacement de la base-vie (anciens bassins de décantation)
- « parking véhicule légers » côté usine SERHY
- plate-forme « grutage » en pied d'enrochement.

Ce décompactage devra laisser un sol irrégulier en surface.

2.29. Les accès ou tronçons de piste provisoire qui ne sont pas réutilisés pour asseoir la prise définitive seront intégralement effacés avant l'échéance de la présente.

Cette échéance peut être prorogée sur demande, uniquement en cas de retard avéré sur la finalisation du chantier de reconstruction de la piste définitive.

2.30. L'effacement des tronçons de piste provisoire sera réalisé par reprise de l'intégralité des matériaux mis en œuvre (y compris enrochements provisoires et buses), décompactage et remodelage irrégulier de la surface des sols naturels en zone sèche. Absence d'intervention sur le fond des lits mouillés).

2.31. Les matériaux non alluvionnaires seront intégralement évacués en-dehors du cœur du parc national vers une installation de stockage ou traitement autorisée.

2.32. En amont et en aval immédiat de la prise d'eau, le lit majeur du torrent de Mollières sera remis en état selon la méthodologie suivante :

- par arasement des merlons de dérivation depuis les zones hors d'eau, étalement irrégulier des matériaux sur zone sèche sans compactage, griffage des surfaces hors d'eau impactées par le passage des engins ou le stockage temporaire des matériaux ;
- après réalisation d'une expertise sur site, qui déterminera les besoins de reprofilage mécanique de la géométrie du lit et de la retenue afin d'éviter toute discontinuité des profils et des potentialités d'habitats. Cette expertise sera réalisée conjointement par les services de l'OFB et/ou du Parc national et l'ingénieur écologue en charge du suivi du chantier. Les conclusions de cette expertise seront précisées par écrit et auront valeur de prescriptions.

2.33. Les travaux de remise en état intervenant au contact du (des) lit(s) mouillé(s) feront l'objet d'un suivi « phase sensible » - voir prescription 2.23.

2.34. Les matériaux alluvionnaires (tous calibres) générés par les interventions de remise en état seront étalés en « zone 1 », sans tassement ni déversement direct en lit mouillé.

- *Prescriptions relatives aux mesures d'accompagnement et de réduction d'impact de l'activité sur les habitats et peuplements aquatiques*

2.35. Dans tous les cas avant la remise en fonctionnement de l'ouvrage, l'entrée de la conduite forcée sera équipée d'une grille ichtyocompatible.

L'espacement entre les barreaux (entrefer) devra impérativement être adapté aux stades alevin et juvénile de l'espèce cible (Truite fario).

Avant l'installation de la grille, le bénéficiaire est tenu de démontrer aux services instructeurs, la pertinence des caractéristiques techniques de la grille envisagée au regard des classes d'âge cibles, sinon de les revoir en conséquence.

2.36. La remise en fonctionnement de l'ouvrage et le retour au débit réservé dans le tronçon court-circuité devra s'effectuer par paliers progressifs. Le nombre de paliers et leur durée seront à adapter au débit sans toutefois être inférieur à 4.

2.37. Avant le 1<sup>er</sup> août 2022, le bénéficiaire est tenu de présenter aux autorités compétentes et administrations partenaires, les résultats finalisés des études précédemment imposées :

- étude de l'hydrosystème du torrent de Mollières (description morphologique, variables physico-chimiques, caractérisation des peuplements invertébrés et diatomées, couverture algale, zone de reproduction piscicole potentielles, évaluation et caractérisation du peuplement piscicole, évaluation de la continuité piscicole) ;
- étude d'une modulation du débit réservé ;
- étude des conditions de relèvement du débit réservé au 1/5<sup>e</sup> du module.

Cette échéance est impérative.

2.38. Le bénéficiaire est tenu de présenter aux autorités compétentes et administrations partenaires :

- un avant projet sommaire relatif à l'aménagement d'une rampe de dévalaison au maximum au 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

- un avant projet définitif complet relatif à l'aménagement d'une rampe de dévalaison avec dépôt des demandes d'autorisation requise au maximum au 1<sup>er</sup> décembre 2022. Le dossier comprendra un calendrier détaillé de mise en œuvre.

Ces échéances sont impératives.

2.39. Le dispositif de dévalaison devra être fonctionnel en prévision de l'émergence et de la dévalaison printanières de 2024.

- prescriptions relatives aux suivis post-travaux

2.40. Le bénéficiaire est tenu de programmer un suivi à long terme des paramètres biotiques de l'hydrosystème (population piscicole, IBGN, indice I2M2 et IBD). Un protocole en ce sens sera proposé aux autorités concernées – DREAL et Parc national - dans un délai de maximum 3 mois après échéance de la présente (soit le 1<sup>er</sup> décembre 2023).

2.41. Le bénéficiaire devra assurer la surveillance de la recolonisation végétale des zones terrestres concernées par les travaux (piste provisoire effacée et périmètre du chantier de désengrèvement).

En cas de repousse ou d'apparition d'une espèce envahissante, en informer le plus tôt possible le service territorialement concerné du Parc national.

Les modalités de gestion de la végétation sur ces zones devront être adaptées en conséquence et en concertation entre les deux services.

2.42. Le bénéficiaire est tenu de faire réaliser par un géomètre, un plan de masse précis de l'ouvrage et de ses dépendances après finalisation des travaux.

Une copie informatique de ce plan sera transmise au siège du Parc national dans un délai de maximum 3 mois après échéance de la présente (soit le 1<sup>er</sup> décembre 2023).

### **Article 3 : Durée**

3.1. La présente autorisation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2022 au 15 octobre 2023, sur les créneaux diurnes uniquement.

3.2. Au cours de cette période, les travaux au contact du lit mouillé - y compris lors de la remise en état et les essais de vannes ne sont autorisés que du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année (hors période de reproduction de la truite fario).

3.3. En fin de chantier, la reprise des prélèvements et le retour au débit réservé devront intervenir entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> octobre (hors période de reproduction de la truite fario).

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité..

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 5 mai 2022

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

### Copies :

- service territorial de la Tinée
- DDTM06-SPE
- OFB-SD06
- DREAL PACA
- ING EUROPE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



A1.1. Fréquence des mesures :

En phase sensible, 1 prélèvement MES et O<sub>2</sub> dissous doit être effectué toutes les 30 minutes avec mise à disposition immédiate des résultats auprès du conducteur de chantier

En phase « normale », les mesures seront réalisées toutes les 4 heures.

A1.2. Effets des mesures :

Arrêt obligatoire et sans délai des travaux en cas de valeur mesurée supérieur (MES) ou inférieure (O<sub>2</sub> dissous) aux valeurs d'alerte au cours de 2 mesures consécutives.

Reprise des travaux possible dès que les valeurs repassent sous/au-dessus des valeurs d'alerte.

A1.3. Valeurs d'alerte :

- 1 g/l de MES
- 6 mg/l O<sub>2</sub> dissous

A1.4. Définition des phases sensibles :

- installation ou retrait de traversées de cours d'eau (passages busés)
- dérivation du lit mouillé (mise en eau)
- reprises, confortement d'enrochement, de merlon de dérivation ou d'isolement au contact des surfaces mouillées par apport de matériaux alluvionnaires (hors contenants)
- effacement de merlon de dérivation

A1.5. Contrôles :

L'ensemble des mesures MES et O<sub>2</sub> dissous sera consigné dans un cahier de chantier mis à disposition des agents de contrôle. Ces mesures seront corrélées aux types d'interventions par zone et le cas échéant, aux mesures prises en cas de dépassement : type(s) de mesure(s), durée.

Un bilan de fin de chantier sera transmis à l'ensemble des autorités administratives concernées à l'échéance de la présente.

**A2.1. Déroulement de la dérivation :**

Les dérivations de lit mouillé devront être réalisées selon la méthodologie suivante :

- dérivation / mise à sec progressive à 80 % du débit à J-1 ;
- réalisation d'un pêche de sauvegarde puis dérivation / mise à sec à 100 % du débit.

**A2.2. Identification de l'opérateur de la pêche de sauvegarde :**

La pêche de sauvegarde sera réalisée par un opérateur identifié et désigné par le maître d'ouvrage auprès des services du Parc national, préalablement à tout début d'opération (pêche et dérivation).

Cet opérateur devra être dûment et préalablement autorisé par la Directrice du Parc national à procéder à ces prélèvements et transports temporaires.

**A2.3. Organisation de la pêche de sauvegarde :**

Le maître d'ouvrage devra assurer auprès de l'opérateur désigné, la transmission de obligations mentionnées ci-dessous.

- Préalablement à toute capture, le(s) lieu(x) de mesures biométriques et de remise à l'eau des individus seront préalablement définis en tenant compte des conditions d'accueil du milieu, des risques d'impacts des travaux (MES) et des contraintes de transport des individus entre chacun de ces lieux.
  - La pêche de sauvegarde sera impérativement réalisée avec identification à l'espèce, prise de mesures biométriques (taille et poids) et évaluation de l'état sanitaire de chaque individu capturé.
  - La pêche de sauvegarde sera impérativement réalisée avec du matériel adapté à la faible conductivité des eaux du torrent.
  - Lors de la pêche de sauvegarde, le nombre de passage sera adapté de sorte à garantir l'absence totale de poisson sur le tronçon destiné à être dévié.
  - Au plus tard 7 jours après la fin des opérations, la pêche de sauvegarde devra faire l'objet d'un rapport de fin de mission transmis au Service départemental de l'Office français de la biodiversité, à la Direction départementale des territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes, au Parc national et à la Fédération départementale de la pêche.
- Ce rapport présentera a minima, la/les dates d'opération(s), les coordonnées amont et aval du (des) tronçon(s) pêché(s), les effectifs capturés par espèces et classes d'âge (tailles), ainsi qu'un bilan des relâchers (état sanitaire des individus).